

Une question examinée au 3^e Congrès du PCR ml
«LES PEUPLES DU MONDE DOIVENT SÉRIEUSEMENT
PRENDRE EN COMPTE LE CARACTÈRE INÉLUCTABLE
D'UNE NOUVELLE GUERRE MONDIALE»

Lire en page 2

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés unissez-vous !

Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

SAM 9 - DIM 10 - LUN 11 DECEMBRE 1978 - N° 808

Commission paritaire N°56 942 Tel. 636.73.76

2, 00 F.

GISCARD INAUGURE LA ... « FRANCE DOUCE »



«Organiser la France juste, bâtir une France forte, protéger une France douce», a déclaré Giscard au colloque de l'an 2 000...

Douce France... Où les CRS expulsent les postiers de Bordeaux, crèvent l'œil d'un ouvrier de Caen, matraquent les paysans à Ponthivy.

Douce France, avec 2 millions de sans travail, la chasse aux «jeunes chômeurs», les expulsions d'immigrés.

Douce France, avec les milices privées des patrons, avec, 30 ans après la guerre, des profs de facs qui vantent le nazisme.

Douce France, avec les interventions militaires en Afrique, et la réhabilitation de Nixon à la télé.

Ce n'est pas cette France là que nous voulons !

Iran

UN WEEK-END

QUI

PESERA

LOURD

Le point de vue
d'un militant
du mouvement
populaire

Lire en page 7



Boulogne :
journée
«ville morte»



15 000
manifestants

Lire en page 8

CFDT :
5^e Congrès régional
Rhône-Alpes

Comment réunir
les conditions
d'une relance
syndicale ?

Lire en page 4

L'abstention
massive
du Pays
Basque

Lire en page 6

Sommet
occidental
en Guadeloupe

Lire en page 8

25 millions
pour
votre quotidien !

Somme réunie à ce jour : 23,3 millions

Lire en page 3

Une question examinée au 3^e Congrès du PCR ml

«LES PEUPLES DU MONDE DOIVENT SÉRIEUSEMENT PRENDRE EN COMPTE LE CARACTÈRE INÉLUCTABLE D'UNE NOUVELLE GUERRE MONDIALE»

● Dans la discussion en vue de fixer la partie internationale du nouveau Programme du Parti, le III^e Congrès, après un large débat, a adopté cette formulation précise :

«Aujourd'hui, les facteurs de guerre et les facteurs de révolution croissent simultanément.

Les peuples du monde doivent prendre sérieusement en compte le caractère inéluctable d'une nouvelle guerre mondiale, renforcer leur vigilance et leur mobilisation, développer la lutte révolutionnaire afin de faire reculer les risques d'un affrontement de grande ampleur et de porter des coups aux deux superpuissances impérialistes.

Caractériser comme inéluctable le déclenchement, à terme, un jour ou l'autre, d'une troisième guerre mondiale implique toute une appréciation d'ensemble de la situation internationale, du degré de développement des contradictions qui la déterminent ainsi que de leur évolution à l'avenir. Il est d'autant plus nécessaire d'éclairer et d'explicitier cette position que, pour le moment, dans notre pays, la croissance des facteurs conduisant à une nouvelle guerre mondiale est, en général, perçue de façon encore inégale et incertaine dans les masses. Cela n'a rien d'étonnant si l'on considère que tous les grands partis bourgeois, et avec eux, en tout premier lieu, le PCF réalisent depuis des années sur ce point, avec des argumentations plus ou moins différenciées, une sorte de consensus : l'hypothèse d'un nouvel affrontement mondial est en général réservée aux études d'états-majors, cependant que les déclarations officielles insistent plutôt sur la nécessité de poursuivre une politique dite de «détente».

Il est important de souligner que cette caractérisation ne doit pas être comprise comme une pure réaffirmation du principe, toujours juste tant que subsistera l'impérialisme, que l'impérialisme conduit à la guerre, que l'impérialisme c'est la guerre. Cette caractérisation est inséparable de la réflexion menée pendant plusieurs mois dans le Parti pour approfondir les données concrètes de la situation internationale actuelle : il s'est agi notamment, à la lumière des acquis léninistes sur l'essence de l'impérialisme, d'apprécier la configuration des forces impérialistes aujourd'hui, leur situation respective et le degré de développement de leurs contradictions.

Or, de ce point de vue, plusieurs obstacles se présentent qui obscurcissent souvent les données actuelles qui rendent inévitable, à terme, le déclenchement d'une nouvelle guerre mondiale.

D'abord sur la nature-même de l'Union soviétique : son passé, révolu, de premier Etat socialiste, le vocabulaire marxisant de ses dirigeants, le poids de la propagande du PCF qui continue, tout en formulant des critiques, à présenter l'URSS comme un pays socialiste peuvent empêcher de tirer nettement toutes les conséquences de la dégénérescence historique de l'URSS socialiste et de son évolution, au plan international, dans les dix dernières années. Or c'est un point essentiel. Si l'on reconnaît que l'URSS socialiste s'est transformée en un Etat capitaliste, qu'une nouvelle bourgeoisie y a pris le pouvoir, alors on se trouve en présence d'un capitalisme d'Etat, dont l'économie est d'emblée hautement centralisée, où le monopole est la règle et qui présente, malgré les particularités historiques de sa formation, les traits fondamentaux de l'impérialisme. Alors on ne peut envisager sa politique d'armement et toutes ses initiatives et interventions sur la scène mondiale, depuis plus d'une dizaine d'années, comme autant de faits isolés, mais bien comme la manifestation cohérente de l'expansionnisme et de l'agressivité propre à un impérialisme.

Encore faut-il situer ce nouvel impérialisme par rapport aux anciens, déterminer comment son apparition bouleverse profondément le jeu des contradictions inter-impérialistes. En effet, à la fin des années 60, lorsque le nouvel impérialisme soviétique s'affirme comme tel, la tutelle américaine sur les autres impérialismes, européens notamment, a été déjà largement remise en cause dans les faits. Mais pour autant, il n'existe encore aucun impérialisme, ni aucune coalition d'impérialismes en mesure de disputer aux Etats-Unis leur position mondiale. Or le social-impérialisme soviétique, lui, peut se poser, dès son apparition en rival direct de l'impérialisme américain : par son potentiel militaire, mais aussi par l'ampleur de ses ressources et des pays sous son contrôle.

Cela crée une situation nouvelle dans l'histoire de l'impérialisme : l'inégalité de développement aboutit ainsi à ce qu'il n'y ait plus que deux puissances qui soient capables de prendre l'initiative pour le repartage du monde, qui aient les moyens chacune d'envisager qu'à un moment donné le déclenchement de la guerre puisse tourner à son avantage. En effet, dans le passé par exemple, à la veille des deux guerres mondiales, plusieurs impérialismes de force souvent sensiblement équivalente sont en présence. Ils n'entrent pas tous d'ailleurs dans la guerre tous en même temps, forment des coalitions. Si comme l'indique Lénine : «L'hégémonie mondiale est le contenu de la politique

impérialiste, dont le prolongement est la guerre impérialiste», chacun des impérialismes visait d'abord par la guerre à un repartage du monde en sa faveur.

Aujourd'hui la différenciation nette qui s'est opérée, au sein des impérialismes entre d'une part les USA et l'URSS et d'autre part les autres impérialismes relégués à un rang secondaire met les deux superpuissances en position de prétendre directement, chacune pour leur propre compte, à l'hégémonie mondiale.

La situation d'équilibre apparent entre les deux superpuissances ne doit pas nous illusionner et ne peut durer indéfiniment. Depuis plusieurs années d'innombrables faits montrent que les accords, l'«entente», la «détente» entre l'URSS et les USA ne sont que des phénomènes temporaires, superficiels. La rivalité, la lutte acharnée constitue bien l'essence de leurs relations.

La course aux armements qu'elles poursuivent d'accord SALT en accord SALT, leur lutte continue pour s'assurer le contrôle des océans et de l'espace, les efforts, les interventions et ingérences incessants pour se disputer le contrôle politique de pays et de régions entières l'indiquent nettement.

Au travers de ces affrontements permanents, à l'échelle du globe, qui tendent à modifier sans cesse les atouts de chacune des deux superpuissances, un élément de disparité et, à terme, de déséquilibre apparaît : d'un côté les USA se trouvent, historiquement, dans leur phase déclinante, ils s'attachent surtout à préserver leurs positions acquises, et se trouvent ainsi plutôt sur la défensive. De l'autre côté l'URSS se trouve pour le moment dans une phase ascendante, elle utilise à plein son économie centralisée et ses moyens de dictature à caractère fasciste pour imposer la militarisation de la société soviétique, rattraper et, dans certains domaines, dépasser déjà le potentiel militaire américain ; impérialisme nouveau venu, l'URSS a un besoin vital d'expansion et bénéficie encore de l'image léguée par son passé socialiste pour tromper les peuples et couvrir ses ingérences et ses agressions, notamment dans les pays du Tiers-Monde.

Ces capacités inégales de développement, ce déséquilibre latent entre les deux superpuissances indiquent concrètement comment la rivalité pour l'hégémonie mondiale doit inévitablement à terme se prolonger et se transformer en une nouvelle guerre mondiale, dans des conditions déterminées : soit que l'une des

deux superpuissances croie disposer d'un atout décisif sur sa rivale et de conditions favorables pour exploiter à fond son avantage par la guerre ; soit, au rebours, que l'une des deux superpuissances se sente menacée à brève échéance par sa rivale dans ses intérêts vitaux et se lance dans la guerre pour prévenir l'échec et tenter de restaurer à son profit le rapport de forces.

Si terribles que soient les conséquences d'une nouvelle guerre mondiale pouvant mettre en jeu l'armement moderne nucléaire, il faut reconnaître que son déclenchement entre, à terme, dans la logique de la rivalité pour l'hégémonie mondiale, et qu'il dépend de la décision à un moment donné, des dirigeants soviétiques et américains. Nous avons donc toutes raisons, dans les conditions actuelles, de prendre en compte le caractère inéluctable d'une nouvelle guerre mondiale et de ne pas envisager notre combat révolutionnaire indépendamment de cela.

Reconnaître le caractère inéluctable de la guerre a en effet une portée pratique, une incidence directe sur la définition des tâches révolutionnaires. Car s'il ne dépend pas de nous d'empêcher un jour ou l'autre le déclenchement de la guerre, il est par contre possible et nécessaire pour le prolétariat et les peuples de le retarder.

C'est possible, car, pour déclencher la guerre mondiale, les superpuissances devront nécessairement prendre en compte non seulement le simple rapport de forces militaire, entre elles, mais aussi l'ensemble des conditions politiques qui prévalent au plan international. Plus se développe la vigilance des peuples, leur opposition à l'hégémonisme, leur conscience des dangers de guerre, plus les superpuissances rencontrent de difficultés dans leurs préparatifs de guerre.

Il est nécessaire de retarder autant que possible le déclenchement de la guerre, car le prolétariat révolutionnaire, dans le monde, a tout intérêt à pouvoir ainsi développer ses forces, renforcer son organisation, remporter de nouveaux succès et des victoires et à se trouver à même de diriger ce qui peut être un plan mondial contre l'hégémonisme. De la sorte, au moment où la guerre éclatera, les superpuissances peuvent être isolées au maximum et leur initiative de guerre aura d'autant plus de chances de se retourner contre elles, de voir les peuples se dresser avec d'autant plus de vigueur et de détermination à vaincre, et à faire triompher le socialisme.

Indemnisation du chômage

MENACES CONTRE LES 90 %

● Les négociations entre le CNPF et les syndicats étant rompues depuis ce mardi, le ministre du Travail Boulin vient d'annoncer le prochain dépôt d'un projet de loi sur l'indemnisation du chômage. Des propositions qui visent notamment à remettre en cause l'indemnisation à 90 % des travailleurs licenciés pour raison économique.

Depuis juillet dernier, patronat et syndicats négocient à propos de la situation de l'UNEDIC. Contrairement aux allocations d'aide publique, versées par l'Etat, les allocations gérées par l'UNEDIC proviennent des cotisations salariales et patronales. La situation de cet organisme est de plus en plus difficile, en raison de l'accroissement du nombre de chômeurs, au point qu'on prévoyait une cessation de paiements vers la mi-janvier. Patronat et syndicats réclamaient que l'Etat apporte une aide à l'UNEDIC, ce qu'il se refusait à faire.

Le lendemain de la rupture des discussions patronat-syndicats, Boulin présentait les axes directeurs de son projet de loi, qui sera discuté par l'Assemblée avant la fin de l'année en cours. Il en ressort essentiellement les mesures suivantes :

— l'Etat versera une aide de secours à l'UNEDIC pour qu'elle puisse continuer à faire face à ses obli-

gations. La gestion paritaire patronat-syndicats sera maintenue ;

— l'indemnisation du chômage sera simplifiée.

Le projet consiste en une allocation unique qui serait plus élevée que l'allocation d'aide publique ;

— le maintien de la garantie de ressources : il s'agit du cas des travailleurs privés d'emploi, âgés de 60 à 65 ans, et qui peuvent toucher 70 % de leur salaire antérieur. Cette indemnisation ne sera pas remise en cause ;

— l'allocation supplémentaire d'attente (les 90 %) accordée aux travailleurs licenciés pour raisons économiques devrait être dégressive. Il s'agit, selon le Ministre, d'inciter les chômeurs à rechercher activement un emploi. Ces propos démagogiques contre les « faux chômeurs » ne tiennent pas compte du faible niveau des offres d'emploi (seules quelques dizaines de milliers d'offres d'emplois restent inoccupés à chaque fin de mois).

Dans ce système, le

chômage serait indemnisé selon quatre procédures :

— une ASA dégressive ;
— une allocation spéciale d'un montant relevé ;
— la garantie de ressources pour les travailleurs de 60 à 65 ans ;
— une allocation pour les jeunes à la recherche d'un premier emploi.

Pour le financement, le Ministre est favorable à une augmentation des cotisations de l'ordre de 1 %. D'autre part, l'aide de l'Etat sera accrue... dans des proportions non précisées.

DES MESURES INQUIETANTES

Ces projets appellent plusieurs remarques. Tout d'abord, il est clair que le gouvernement entend limiter sa part dans l'attribution des allocations-chômage : on peut en juger par le fait qu'il ne s'engage pas sur un chiffre précis quant au montant de l'aide de l'Etat.

En ce qui concerne l'augmentation des cotisations, il faut savoir que le CNPF est hostile à toute augmentation des cotisations patronales : il faut donc s'attendre à ce que cette augmentation se porte pour l'essentiel sur les salaires.

Enfin, le problème des 90 % est probablement le plus inquiétant. Le système en vigueur permettait à une partie des travailleurs licenciés de bénéficier d'une garantie de revenus, en nombre et en durée certes plus limités que ne le prétend la propagande gouvernementale. Il s'agit aujourd'hui de remettre en cause cette indemnité, en la limitant de façon plus étroite dans le temps. Le ministre peut se prévaloir pour cela de l'attitude des directions syndicales qui admettaient la remise en cause des 90 %, moyennant un relèvement des autres indemnités. Mais du point de vue des autres indemnités, les choses restent dans le flou.

Quant à la question de la simplification du système d'indemnisation qui, à première vue, pourrait sembler partir d'une intention louable, rien ne garantit qu'elle ne sera pas une occasion pour aboutir à une baisse de la masse globale des indemnités.

Rien de précis n'est indiqué pour le moment en ce qui concerne le montant de cette nouvelle allocation unifiée.

F.N.

Vague d'interpellations en Corse

A l'approche de la venue de Barre en Corse (les 11 et 12 décembre), de multiples interpellations et gardes à vue sont opérées en Corse. De nombreuses personnes ont été convoquées au commissariat ; toute personne collant des affiches étant arrêtée et suspectée de sympathie pour le FLNC.

Les personnes arrêtées sont retenues six jours, en vertu de la loi sur les atteintes à la sûreté intérieure de l'Etat (au lieu des 48 heures renouvelables qui constituent le délai normal d'une garde à vue). Cette utilisation de la procédure permettant une garde à vue de six jours est employée de façon systématique

contre les interpellés. La fiancée d'une personne recherchée a été retenue sans manger ni dormir pendant trois jours ; il semblerait que deux autres aient subi le même sort pendant une journée.

En ce qui concerne les prisonniers politiques corses détenus dans la région parisienne, ils ont été dispersés dans quatre prisons, mêlés aux droit commun, et maintenus sous surveillance étroite. Dans ces conditions, la préparation de leur défense est rendue particulièrement difficile. A noter que leur transfert s'est effectué pieds et poings liés.

Correspondance

Le PCF sanctionne Rony

Jean Rony, « contestataire » du PCF, vient de se faire taper sur les doigts par la direction de son parti. C'est ainsi qu'après un article de Gremetz critiquant les positions prises par Rony sur l'Europe, ce lui-ci s'est vu interdire par la cellule enseignante de Nanterre de présider un débat sur l'Europe. De même, une commission du CERM (Centre d'Etudes et de recherches marxistes) qui devait se réunir pour discuter des partis socialistes européens, a été reportée, en raison de la participation de Rony à cette réunion. Des mesures qui pourraient sembler curieuses, alors que le PCF prétend, ce week-end, dialoguer avec ses intellectuels à Vitry. Il y a une contradiction avec les déclara-

tions de Marchais affirmant à propos de ses contestataires qu'il n'y aurait ni exclusion, ni sanctions.

De quoi s'agit-il, sinon de sanctions ? Il faut sans doute en voir la raison dans les thèmes abordés : c'est sur la question de l'Europe que Rony est attaqué. Ses positions, proches de celles du PCI et du PCE, sont plus favorables à l'intégration européenne que celles de sa direction. Ce n'est pas le moment, pour les dirigeants du PCF, alors que la vie politique tourne pour une bonne part autour de la question européenne, que des membres de ce parti prennent des positions proches, en définitive, de celles des socialistes.

● Le courant femmes du PS se rapproche de Rocard

Françoise Gaspard, maire de Dreux, à l'origine de la constitution d'un courant féministe au PS, a précisé, lors d'une conférence de presse, comment elle se situait dans le débat actuel au sein du PS. Elle n'exclut pas que son courant dépose une motion au congrès du PS, mais elle préférerait que d'ici là, se constitue un regroupement entre Rocard, Mauroy et les minoritaires du CERES, regroupement qu'elle soutiendrait. Selon Françoise Gaspard, le courant femmes du PS s'est développé dans la dernière période.

● MODEF : nouvelle répartition politique

Le Modéf vient de tenir son Congrès à Paris. Le responsable, le nouveau Secrétaire général, Frédéric Lindenstaedt est au PCF. Le Congrès a également élu trois présidents. L'un, Mineau (l'ancien secrétaire général) est au PCF, l'autre, Dofni, conseiller général de l'Aude est socialiste et le troisième, M. de Gisors, céréalier dans l'Eure n'appartient officiellement à aucun parti. Le nouveau comité directeur compte un quart de socialistes et un tiers d'adhérents du PCF. Le Modéf entend pourtant mener campagne contre le Marché commun agricole.



25 MILLIONS POUR QUE VIVE LE QUOTIDIEN

Paris		Villejuif	
B.S.	200		350
J.P.	350	Créteil	
Caen		Collecté au CTA	220
S.D.	100	Orsay	
Grenoble			150
Un militant CGT au Congrès		Aifortville	
membre du PCF		Ventes	50
pour le Quotidien du Peuple	50	Total	1 630
Vitry		Ancien total	231 404
J.P.C.	140	NOUVEAU TOTAL	233 034
Ventes	20		

Pour les 25 millions du Quotidien du Peuple, je verse F.

Nom :

Adresse :

Etablir les chèques à l'ordre du Quotidien du Peuple : CCP ; centre Paris, compte N° 23 132 48 F
Crédit Lyonnais : agence ZU 470 compte N° 7 713 J

5^e CONGRES REGIONAL CFDT RHONE-ALPES

COMMENT REUNIR LES CONDITIONS D'UNE RELANCE SYNDICALE ?

● C'est un Congrès important qui vient de s'achever à St Etienne. L'Union régionale CFDT a été reconduite par les quelques 300 délégués (représentant un peu plus de 600 mandats) par une confortable majorité (68,51 %), sur une orientation cependant quelque peu amendée. Les travaux ont été denses, marqués par le surgissement de contradictions de fond. Les mitterrandistes du PS ont

Le débat du Congrès sur l'orientation générale a donné lieu à une somme d'interventions (34 en tout) mais se situant sur des terrains assez différents.

Une première série de syndicats et d'Unions départementales se situait dans une démarche de soutien à la région, manifestant un accord de fond mais parfois réclamant telle ou telle précision concernant leur secteur d'intervention. Ces structures se sont efforcées de rendre compte des difficultés rencontrées et de fournir un apport au Congrès tiré de leurs expériences. Ce fut le cas, par exemple, de l'essentiel des syndicats Hacutex, de la région, CFDT transport ou équipement de la Loire.

L'Union régionale a présenté elle-même son point de vue, longuement, par Bonneville (UD Loire), ou Oudjaoudji (UD Isère) et surtout le Secrétaire général Pierre Héritier. Celui-ci a réaffirmé nettement le rôle d'impulsion de l'Union régionale, sa fonction dans l'action, à égalité avec les secteurs professionnels. Mais, il a été amené à indiquer que « l'Union régionale dépend de la volonté de mettre en œuvre les décisions sur le terrain ». Amorçant une réponse aux contestations qui se sont fait jour depuis lundi, il s'est dit « satisfait que le débat ait lieu et qu'il se poursuive après le Congrès, sans que ceux qui sont en opposition ne soient laissés pour compte ». Il a proclamé une volonté qui reste largement à démontrer dans l'après-Congrès d'« avancer sur les divergences ». Selon lui, la conclusion sur cette

« diversité d'apport » ne pouvait venir au Congrès que « provisoirement ». Cette modération de ton s'est accompagnée d'un appel d'Oudjaoudji, au nom du Conseil régional, « pour que l'UD du Rhône cesse la politique de la chaise vide à la région ». Face au problème de rapport de forces national que rencontre l'Union régionale dans le conseil national CFDT comme dans la préparation du Congrès de Brest en 1979, elle a crûment reconnu qu'« il n'y aura pas de réalité régionale si un secteur ne peut s'exprimer pleinement, et participer à la confrontation nécessaire ».

DES QUESTIONS ENFIN SUR LE TAPIS !

Mais à la modération de ton répondait en écho une rigidité sur le fond !

Le Conseil régional a réaffirmé contre vents et marées « la démarche d'analyse de la région » et son schématisme hérité du CERES, traitant d'idéaliste toute démarche autre que la sienne... Il niait dans les faits la convergence de luttes à établir entre la classe ouvrière et les mouvements nouveaux (groupes femmes, écologistes, associations de quartier...) et ne prenait pas toute la mesure des bouleversements de classes produits par la crise.

Mais une réelle discussion a pu se mener à ce sujet et un certain nombre d'amendements ont été intégrés en fin de compte à la résolution générale, amorçant une prise en charge régionale.

Il faut dire que cela n'a pas été sans mal, ni sans bataille : sur les hors-statuts syndicat commerce et servi-

échéoué dans leur tentative de rééquilibrer le rapport de forces régional en leur faveur (il n'y a qu'à voir les votes sur les amendements des métaux d'Anancy ou de Roanne). Mais les responsabilités de la gauche syndicale au sortir de ce Congrès se trouvent accrues.

Opposée à la Confédération et à la « dérive sociale-démocrate » rocardienne, la direction de

ces, la sécurité sociale), sur les jeunes et le travail (SGEN), sur le travail précaire (enseignement privé), sur la place des immigrés dans la CFDT et la lutte contre le racisme (bâtiment) sur la nécessité de construire l'unité de la classe ouvrière et l'unité entre chômeurs et actifs (métaux Lyon 7^e) ou sur la division privé-public (cheminots)...

Un autre terrain important de discussion a été la question de l'élaboration d'un « plan régional d'action ». Pierre Héritier a voulu expliquer son absence par la difficulté à rencontrer un interlocuteur régional compétent au niveau de la bourgeoisie et par la diversité des situations vécues syndicalement par les régions. Ce n'est pas cela qui peut justifier le manque de perspectives d'ensemble, de tactique, de globalisation des luttes, et de construction raisonnée, progressive, du rapport de forces. Certes, il n'est pas question d'opposer les différents niveaux et secteurs de luttes, mais à quoi donc servirait l'Union régionale sans synthèse d'action ?

Là-dessus, plusieurs syndicats devaient marquer leur désapprobation : santé et bâtiment du Rhône, ou métaux d'Anancy, par exemple, qui critiquaient les journées d'action « style B.A. avec démobilité garantie au bout ». Un intervenant des métaux Lyon 7^e constatait que « la région sait critiquer assez bien la politique d'action confédérale mais ne va pas plus loin ». Le fait est que l'absence au niveau régional d'un « processus d'enclenchement d'action tel que l'avait proposé l'UD du Rhône, risque à terme d'entériner les divisions ouvrières et le méprisage des revendications ». Les cheminots de Lyon et Chambéry, tout en critiquant la politique confédérale et la faible capacité de prise en charge des luttes dont semblait faire preuve leur fédération (la FGTE) regrettaient que « les bataillons les plus offensifs partent à la bagarre les uns après les autres sans programme d'action ni objectif chiffrés ». Pour eux il faut « que l'on remette en cause sur le fond la logique capitaliste ». Et ils s'interrogeaient enfin comme beaucoup de travailleurs sur le fait que la CFDT n'ait pas su saisir « le boulevard qu'il y avait après-mars 78 pour développer les luttes ».

C'était toucher du doigt le grand problème agité à ce Congrès : s'agit-il comme le propose l'Union régionale de « reconstruire l'Union des forces populaires ? Les textes régionaux ne font-ils pas alors confusion avec l'Union de la gauche, qui, elle, a bien été construite et dé-

truite ? » a pu dire le SGEN du Rhône dans une importante contribution au débat. Pour ces militants « l'alternative politique, le projet de société, se modèlera dans les luttes, dans le débat appuyé sur l'expérience et l'initiative des travailleurs » et l'Union des forces populaires est donc plus simplement « à construire », dans l'action, « par l'unification des luttes des différents secteurs qui s'attaquent de fait au système capitaliste avec celles menées dans les entreprises contre les aspects directs de l'exploitation ».

Pour le SGEN du Rhône, la CFDT pourra, en s'inscrivant dans cette démar-

che, construire l'union des forces populaires « avec les travailleurs et les organisations qui sont réellement partie-prenante de ses luttes et non pas des accords d'état-majors ».

A cela, la réponse régionale fut fort embarrassée, en fait. Tentant de se dédouaner de l'accusation de vouloir replâtrer l'Union de la gauche, Pierre Héritier a reconnu cette contribution « séduisante » mais l'a taxée d'« irréaliste »... encore une fois. « Car, dit-il, si le renouveau ne peut venir que de la mobilisation des travailleurs, il n'y a pas de changement ni d'alternative en faisant table rase ». Venant à son aide

fort pesamment, Oudjaoudji du Conseil régional, devait accuser sans fondement les syndicats signataires de la contribution du SGEN du Rhône de vouloir « repartir à zéro, et de vouloir reconstruire toutes les organisations de classes et de masse, y compris la CFDT ».

Il glissait ensuite sur le fond des problèmes du rapport de la CFDT aux partis de ce qui fut le Programme commun, en accusant la contribution de vouloir organiser le « rassemblement des mécontents ».

Stéphane RAYNAL

Se retrouver sur le terrain de l'action ?

Un certain nombre de secteurs ne se situait pas encore nettement sur le fond du Congrès. C'est le cas de l'UD de l'Ain qui est depuis un certain temps déjà plutôt coupée de la vie syndicale régionale ou de secteurs, qui ont fait le choix dans ces travaux de ne se situer que par rapport à l'action syndicale quotidienne : syndicat textile, commerces, communaux de Saint Chamond, retraités CFDT ou encore l'UD de Drome-Ardèche... mais ils ne pouvaient éviter de se trouver par la même occasion inscrit dans la lutte d'idées importante qui se déroulait. Ainsi, quand l'UD Drome-Ardèche reprenait — parallèlement à la présentation qu'en avait déjà fait au Congrès CGT de Grenoble son homologue cégétiste — le plan d'action commun des UD de Drome Ardèche pour la relance des luttes, leur coordination locales et départementales et la tenue d'états généraux de l'emploi, cela ne pouvait pas être (qu'elle le souhaite ou non) une simple présentation d'activités ! Cette intervention montrait que de telles initiatives étaient réalistes, conformes aux intérêts des travailleurs et capables de réveiller chez certains syndiqués le goût de proposer eux-mêmes des actions. C'était donc, objectivement, confirmer le réalisme et la justesse des propositions d'actions de l'UD du Rhône qui obéissait à la même logique, de relance de l'action de classe, bien que plusieurs secteurs syndicaux réformistes les aient critiqués et bloqués dans la pratique auparavant !

Ainsi comme le soulignait fermement un délégué de la construction du Rhône, défendant la contribution du SGEN du Rhône au Congrès « il faut s'appuyer sur les actions déjà menées pour dépasser les divisions des travailleurs engendrées par la crise, développer la confrontation syndicale, pour contribuer à constituer un rapport de forces d'ensemble, en le construisant depuis l'entreprise au plus près des travailleurs et avec tous les travailleurs ». Pour ce militant, parlant au nom de la Construction du Rhône et de Saint Etienne, des cheminots d'Oullins, du SGEN, de la santé et de la sécurité sociale du Rhône, il faut désormais dans l'Union régionale que les femmes, les immigrés et les jeunes et hors statuts, les travailleurs des emplois précaires trouvent toute leur place dans l'action syndicale de classe et de masse. Partant de cette priorité, il démontrait alors combien étaient stériles certaines polémiques, certains mauvais procès faits à l'UD du Rhône : citant les nombreuses interventions positives tournées vers les luttes des travailleurs, ce militant de la construction affirmait que c'était dans ce sens que s'incriminait la contribution qu'il défendait.

Malheureusement, les jeux étaient déjà largement faits et les apriori « anti-gauchistes » semés depuis des mois contre les animateurs du Conseil de l'UD du Rhône ont joué à plein dans le vote sévère contre la contribution du SGEN, repoussée par 78,37 % des mandats. La stratégie régionale de can-

tonnement de l'opposition aux limites de l'UD du Rhône, menée depuis maintenant plus d'un an, a fait effet : 87,5 % des mandats soutenant cette contribution sont venus du Rhône lui-même...

Mais ce serait sans doute une erreur que de s'en tenir là ! En effet la bataille menée dans ce Congrès a déjà permis un élargissement des bases d'opposition qu'on retrouve à différents moments dans un certain courant d'abstention (plus fort qu'au Congrès régional de Lyon en 75). Par ailleurs, l'image de la gauche syndicale a changé aux yeux de beaucoup et elle semble en mesure désormais d'être mieux écoutée sinon plus comprise. Et c'est bien ce que sanctionne par exemple, le vote de l'important amendement (déposé par le SGEN du Rhône) sur l'union des forces populaires, auquel 86 % seulement des mandats se sont opposés cette fois et qui a rassemblé en positif 24,25 % des suffrages dans la clarté.

Ainsi, les vrais problèmes ont pu être posés dans ce Congrès régional et ont commencé à être discutés... La mise en œuvre des axes de lutte contre la crise et la restructuration capitaliste par une large mobilisation des travailleurs et la poursuite dans le même temps du débat syndical attendent désormais les militants CFDT de Rhône-Alpes.

Correspondant
St Etienne

L'adoption au Congrès du rapport d'activité

Le Conseil régional sortant demandait au Congrès son quitus (sanction favorable de son bilan) sur un bref texte à propos de son activité depuis le Congrès régional de 1975, notamment dans « le domaine de l'action » et sur « les positions adoptées pour préciser et clarifier le rôle des structures ».

Le résultat global a été l'adoption du rapport d'activité du Conseil régional par :

362 mandats (59,36 %) pour
96 mandats (15,73 %) contre
152 mandats (24,91 %) abstention.

On pouvait remarquer sur ce vote de nombreuses prises de positions hostiles au bilan régional dans le Rhône évidemment, mais aussi en Haute-Savoie, et dans une moindre mesure, dans l'Isère, Drôme-Ardèche, et même la Loire... En effet sur ce rapport d'activité, la région s'est heurtée à une certaine opposition, mais sur des bases distinctes que Pierre Héritier s'efforçait de résumer ainsi : « On retrouve dans les votes contre, plutôt des syndicats opposés à la région dans l'affaire de l'UD du Rhône ; dans les abstentions, ce sont plutôt des syndicats qui nous trouvent trop critiques vis-à-vis de la Confédération ». C'est une appréciation à prendre en compte, globalement même si elle est à nuancer, notamment, du fait de la présence dans l'abstention de plusieurs syndicats partageant un bilan critique de « l'affaire de l'UD du Rhône », mais qui n'ont pas été jusqu'à suivre l'ensemble des positions de la gauche syndicale du Rhône.

Après le 40^e Congrès de la CGT

AFFIRMER LA VOLONTE DE CHANGEMENT SUR LE TERRAIN

« Depuis maintenant une semaine, le 40^e Congrès de la CGT est terminé, les délégués sont rentrés. Le 40^e Congrès de la CGT s'est donc achevé, et pourtant, parmi les cheminots, les ouvriers du Livre, ceux du Bâtiment, avec qui nous avons tiré à chaud quelques éléments de bilan, bien des délégués sont convaincus qu'il ne fait que commencer... Il va y avoir les compte-rendus de mandat, bien sûr. Mais surtout, ce qui est attendu par tous, pour prendre une mesure plus précise de la portée

« Le climat a changé », comme on dit, à ce 40^e Congrès. Des délégués qui avaient assisté au précédent n'ont pas hésité à nous dire : « En 75, il y avait des perspectives politiques, qui avaient une certaine unité. Le Congrès était beaucoup moins attentif, tout était joué, on enténait ». Cet indéniable « changement de climat » ne tombe pourtant pas du ciel !

La raison, on l'a entendue dans la majorité des interventions au Congrès, on a pu la lire dans la majorité des tribunes publiées : c'est à la fois une remise en cause, à divers degrés, du rôle joué par la CGT aux côtés du PCF avant des élections qui ont mal tourné, et une inquiétude grandissante devant l'érosion continue du nombre de syndiqués et de l'influence de la CGT. Qui plus est, le lien entre les deux choses commençait à se faire bien voyant.

L'«OUVERTURE» : PAS D'AUTRE SOLUTION

Ce débat existait, à une échelle non négligeable, dès le lendemain des élections. D'une façon ou d'une autre, le 40^e Congrès qui s'annonçait, pouvait-il se passer comme les au-

tres, devant l'ampleur des problèmes, et en l'absence de toute perspective politique. Sa direction confédérale sortante pouvait-elle se permettre, sans courir de risque de voir la situation se dégrader, de faire comme si de rien n'était ? S'il y a bien eu, au sein de la direction, une certaine opposition à « ouvrir » la CGT, on a assisté, y compris au cours même du Congrès, à l'affirmation du point de vue contraire : l'intervention d'ouverture de Séguy donnait le ton, le ralliement à peine critique des « personnalités » PS de la CGT le confirmait, et sur un autre plan, les nombreuses interventions de délégués montraient qu'il n'y avait pas d'autre solution...

«PLUS TARD... !»

C'est ainsi que pour la première fois, et dans de grandes proportions, les critiques se sont exprimées. Pendant trois jours de débat général, sous une forme ou sous une autre, les délégués se sont fait l'écho d'une aspiration à changer le fonctionnement de la CGT, à prendre les décisions ensemble, à savoir de quoi on parle, à avoir des arguments... Et c'est là un des points positifs de ce Congrès, ressenti

du Congrès, c'est ce qui va changer réellement, sur le terrain : au niveau de la démocratie syndicale, mais aussi de l'action, de la lutte. Qu'en sera-t-il de cette indépendance et de cette démocratie syndicales, qui ont été au centre des débats, depuis plusieurs mois, et au centre du Congrès ? Qu'en sera-t-il des luttes, même si on en a peu parlé à Grenoble, mais qui n'en préoccupent pas moins les syndicalistes, peut-être plus encore du fait même qu'on en a si peu parlé ?

comme tel, très largement.

Dans ce sens, un certain nombre de débats sont d'ores et déjà programmés, « sur l'évolution du procès de travail et l'approche syndicale des transformations de classe ; sur l'enseignement et les énergies ; sur les solutions industrielles susceptibles d'être proposées en temps de crise... ». Autant de problèmes, autant de débats qui ne sont donc pas fermés par le Congrès, et il sera important d'être actifs, dans de telles discussions.

Pourtant, les débats projetés pour l'après-Congrès ne sont pas que positifs : bien souvent, quand tel ou tel problème était abordé par un congressiste, on étudiait la question, précieusement en le renvoyant à plus tard. Ou bien, quand des thèmes fondamentaux étaient abordés, comme la tactique des luttes, ou les perspectives politiques, la tribune, et en particulier H. Krasucki, répondaient par des plaisanteries d'un goût douteux, ou évacuaient l'affaire vite fait !

LA MÊME CHOSE AVEC D'AUTRES MOTS ?

Alors, après ce Congrès, comment peut-on voir l'avenir ? Peut-on en res-

ter, comme l'a fait René Buhl dans son discours de clôture, à retenir que « la confrontation d'idées de ces cinq jours marque une avancée décisive et sans aucun doute irréversible, notamment dans le domaine de l'ouverture démocratique et de l'adaptation de la CGT à la situation d'aujourd'hui... La démonstration vient d'être faite qu'il est parfaitement possible d'écouter et de se comprendre, lorsque chacun s'efforce de parler CGT et de bannir tout langage partisan !. Il ressort une volonté largement commune de dépasser les divergences nées des circonstances politiques exceptionnelles vécues de puis septembre 77 ! »

S'agit-il simplement d'écouter sans prendre en compte ce qui est dit ? S'agit-il simplement de dire la même chose au fond, avec d'autres mots ? C'est bien cette question qui parcourt tout le Congrès et qu'il s'agit de faire avancer dans les mois qui viennent, sur la base de la réelle volonté de transformation, sinon vraiment de rupture, qui s'est exprimée à l'occasion de ce Congrès.

Monique CHERAN

LES TRAVAILLEURS DE PCUK LUTTENT POUR LEUR EMPLOI

Au CCE ordinaire du 15 novembre, la direction avait annoncé des mutations, des licenciements à 57 ou 58 ans, des fermetures partielles ou totales d'usines. C'est aussi un millier de suppressions d'emplois sur dix sept mille que veut supprimer la direction. Le 6 décembre devait se tenir un CCE extraordinaire. Des actions ont eu lieu au niveau de plusieurs régions (Rhône-Alpes, Nord, région parisienne...). A Paris, les travailleurs d'Aubervilliers dont la direction générale envisage la fermeture, de Levallois, dont un bâtiment sur deux doit être supprimé, et du siège social, ont manifesté auprès du préfet de région. Cette action qui unissait les travailleurs des trois établissements de la région parisienne se faisait

à l'appel de la CGT, CFDT et de FO. La CGC d'Aubervilliers s'était également prononcée pour cette action. Les travailleurs ont manifesté leur volonté de maintenir un emploi pour tous en région parisienne et le maintien du potentiel industriel permettant le plein emploi. Cette démonstration a obligé le préfet à recevoir une délégation intersyndicale.

Au delà de cette réception, c'est la volonté et la détermination des travailleurs d'Aubervilliers, de Levallois, notamment, pour la défense de l'emploi qui reste principale.

C'est un premier pas vers l'unité la plus large possible qui ressort de cette action en région parisienne.

Corr. PUK

CTA Nanterre NON AUX LICENCIEMENTS

Dès l'annonce des six licenciements d'auxiliaires, un préavis de grève a été déposé pour le 11 décembre, de même qu'à Issy-les-Moulineaux où quatre licenciements sont annoncés. D'autres centres de tri seront touchés d'ici peu, bien que mardi le Ministère ait envoyé une note de service aux directions régionales décidant de prolonger les 500 postes d'auxiliaires jusqu'au prochain concours. Pourtant, à Nanterre et à Issy, dès que les préavis furent établis, une demande d'entrevue pour mercredi avec les

syndicats CGT-CFDT des deux centres de tri, a été faite par le directeur départemental M. Lemoine. Les délégués syndicaux qui ont assisté à cette entrevue ont entendu un tout autre son de cloche puisqu'il n'était pas question de revenir sur ces licenciements. Aussitôt à Nanterre, une réunion CGT-CFDT s'est tenue pour établir les axes de la mobilisation pour partir en grève le lundi 11 décembre. Dès maintenant des A. G. vont se tenir dans toutes les brigades.

Corr. NANTERRE

Chaffotaux et Maury (St Brieuc)

APRES LA REPRISE...

Les travailleurs et travailleuses de l'usine Chaffotaux et Maury à Saint-Brieuc en lutte depuis le 12 octobre ont repris le travail jeudi matin.

350 francs pour tous, la cinquième semaine de congés payés, le treizième mois, le retour aux 40 heures sans perte de salaire, telles étaient les revendications principales à l'origine du mouvement qui avait débuté d'abord, rappelés le, par des débrayages de 2 et 4 heures et s'était ensuite transformé vers le 20 novembre en grève totale.

Qu'obtiennent les grévistes ? En ce qui concerne les salaires, la direction accepte de donner 100 francs d'augmentation dès le 1^{er} novembre (effet rétroactif) et 100 francs à partir du 1^{er} janvier. A cette somme totale de 200 francs théorique, il faut retrancher les augmentations de salaire prévues, notamment en janvier (1,5 à 2 %) : l'acquis est donc de 120 à 150 francs suivant les catégories. Les heures de grève

ne sont pas payées. Le treizième mois : les grévistes réclamaient un véritable treizième mois incluant l'ancienneté ; ce point devrait être discuté en mars 1979. La direction a refusé d'accorder la cinquième semaine de congés payés.

La question du retour aux 40 heures ne sera discutée que fin juin. Jeudi matin, lors de la reprise du travail, la direction faisait savoir qu'elle mettait pour trois jours, 66 ouvriers, notamment du montage, au chômage technique en attendant que leurs camarades fabriquent un certain nombre de pièces. Les travailleurs ont alors refusé de continuer le travail ; « C'est tous ensemble ou pas du tout que nous reprendrons le travail » disaient-ils. Un débrayage avait alors lieu. Parti d'un atelier, il gagnait rapidement toute l'usine dans laquelle un défilé important était organisé. La direction cédait finalement.

R.F.

ABSTENTION MASSIVE EN EUSKADI

● Les résultats du référendum du 6 décembre constituent un rejet catégorique de la politique du gouvernement à l'égard du Pays Basque. Avec 54 % d'abstentions et environ 10 % de non, les adversaires du gouvernement centraliste de Madrid se trouvent maintenant en position de force pour négocier avec lui. Même en Navarre, où l'UCD est plus forte qu'ailleurs, il y a 37 % d'abstentions, et 17 % de non qui regroupent des points de vue totalement opposés.

Ces résultats sont aussi un échec cinglant pour le PCE et pour le PSOE qui avait pourtant réalisé un de ses plus beaux scores aux législatives. Dans le pourcentage de votes négatifs, les voix fascistes représentent une quantité négligeable à côté du poids des partis dans la mouvance de ETA, notamment la coalition « abertzale » (patriotique-nationaliste) Herri Basuna, et EIA. Ainsi, le vote du 6 décembre a illustré ce que l'on savait déjà : la tactique de ETA est nettement minoritaire en Euskadi, mais elle est très loin d'être isolée.

L'ELABORATION DU STATUT D'AUTONOMIE

Une première phase dans l'élaboration du statut vient de s'achever : tous les partis et les forces extra-parlementaires ont déposé leurs projets auprès de l'Assemblée de Parlementaires basques qui procède à la rédaction. Le parti abertzale EIA a par-

ticipé à ce processus, bien qu'il ait appelé à voter non au référendum.

Cependant, cette participation large ne permettra pas d'influer notablement sur le texte du projet de statut, compte tenu de la composition de l'Assemblée parlementaire. Celle-ci est constituée de 11 membres du PSOE (Parti socialiste), 10 du PNV (Parti Nationaliste basque), 3 de l'UCD et 2 de Euskadiko Ezkerra (qui regroupe EIA et Mouvement communiste d'Euskadi). Tous les partis ont maintenant 5 jours pour déposer leurs amendements. Mais la réunion qui s'est tenue hier, après le référendum, a déjà fait apparaître les affrontements futurs : le PNV, qui considère comme le principal gagnant du référendum, pour avoir préconisé l'abstention s'est opposé au PSOE qui l'accuse d'avoir conclu un accord tacite avec l'UCD. Quels sont les enjeux ? L'ampleur effective des transferts de compétences.

LES TRANSFERTS DE COMPÉTENCE

L'UCD va devoir accepter ce qu'elle bloquait obstinément depuis plus d'un an : une loi sur le bilinguisme en Euskadi, et le développement d'organismes de concertations économiques comme celui qui vient de se créer entre le Guipuzcoa et la Biscaye : c'est le premier pas vers une intégration économique au niveau de l'ensemble d'Euskadi. La bataille va se mener maintenant autour de l'interprétation de l'article 152 de la constitution qui stipule la possibilité d'un transfert de compétence très large, incluant les prérogatives du gouvernement central (police, impôts, justice). Mais évidemment, un tel transfert doit être sanctionné par une « loi organique », c'est-à-dire un vote au Parlement.

Autant dire que si le gouvernement va devoir assouplir sa position, il peut temporiser encore et surtout accorder des pouvoirs formels sans les concrétiser. L'assemblée de parlementaires basques n'a qu'un rôle consultatif : seul le conseil général basque a un pouvoir exécutif à condition que... Madrid le veuille. La bataille pour un statut d'autonomie qui soit le plus large possible dans

le cadre constitutionnel actuel, reste à gagner.

L'INCORPORATION DE LA NAVARRE A EUSKADI

Les manœuvres dilatoires pour retarder l'incorporation de la Navarre à l'Euskadi se poursuivent. Cependant, quelques reculs du gouvernement ont été enregistrés. Il a dû accepter que l'élection des 70 membres de l'organisme consultatif de Navarre soient élus au suffrage universel direct. Mais il essaie de se rattraper sur la désignation des membres du gouvernement exécutif de Navarre, « la diputacion » qui comprendrait 7 membres en majorité membres de l'UCD.

Certains dénoncent l'existence d'un accord secret entre l'UCD et le parti nationaliste basque PNV. Le PNV accepterait de laisser le champ libre à l'UCD en Navarre, en échange d'un déblocage de la situation dans le reste d'Euskadi, qui lui permettrait d'apparaître comme un parti à la fois ferme, responsable et susceptible d'arracher des concessions au gouvernement, et par conséquent d'être majoritaires.

Les difficultés et les tractations actuelles mon-



trent à quel point la conquête de l'autonomie, à défaut de la reconnaissance du droit à l'autodétermination, va être long et laborieux. Les négociations peuvent fort bien s'enli-

ser : tout dépendra maintenant de la mobilisation effective des masses en Euskadi. Mais ETA n'a pas dit son dernier mot.

Helène VARJAC

COMMUNIQUÉ

● Colloque en soutien au peuple érythréen

Le Comité de soutien à la lutte du peuple érythréen (CSLPE), 50 rue du Faubourg Saint Antoine, 75 012 Paris organise un colloque ce samedi, de 9 h à minuit, à la faculté de Jussieu, en présence de nombreuses personnalités françaises.

De nombreux débats et la projection du film « Sawrana ». Nafi Kurdi, responsable du FPLE en France, exposera la situation dans son pays.

Université de Jussieu
Amphithéâtre X 2
1 rue Guy de la Brosse
75 005 Paris

PAS DE PAIX AU SAHARA OCCIDENTAL SANS INDÉPENDANCE TOTALE DE LA RÉPUBLIQUE ARABE SAHRAOUIE DÉMOCRATIQUE !

Le Comité de Paris Sud de l'Association des Amis de la RASD vous invite à la projection d'un film et de diapositives

Vendredi 8 décembre
à 20 h 30
27 avenue de Choisy (M° Porte de Choisy)

FETE IRLANDAISE EN SOUTIEN AUX PRISONNIERS POLITIQUES IRLANDAIS.

Vendredi 8 décembre, à partir de 20 h 30 à la maison des Mines, 9 rue Pierre Nicole, Paris V (métro : Port Royal ou Luxembourg).

Participation aux frais : 12 francs.
Avec musique Irlandaise, Irish stew, guinness, montages diapos, débats, table de presse.

KISSINGER DÉFINIRA LA POLITIQUE DE DÉTENTE

● « Nous ne pouvons masquer la faiblesse par la détente. Si nous ne mettons pas sur pied une puissance convenable, si nous ne sommes pas prêts à résister à l'expansion, la détente ne tournera pas en notre faveur... nous devons démontrer que nous avons fait tous les efforts pour éviter une crise et dans le même temps la détente ne doit pas nous

Kissinger lui-même fut en grande partie l'artisan de la détente dont les résultats ont débouché sur l'amélioration de la position soviétique dans le monde. Kissinger en attribue la responsabilité — non à la détente qui est selon lui une « nécessité » — mais au développement de la situation intérieure — la lutte contre la guerre du Vietnam, l'affaire du Watergate — qui aurait réduit les moyens du gouvernement américain. Loin de rejeter la politique de détente, constitué de marchandages continus entre les deux superpuissances, Kissinger l'a redéfinie en fonction des nouvelles réalités imposées par la poussée soviétique, notamment en Afrique et en Asie. « Il n'est pas possible que les tensions se relâchent quand l'équilibre géo-politique se modifie à notre désavantage... Je crois à l'amalgame, l'URSS doit choisir entre l'expansion et le relâchement des tensions ; elle ne peut avoir les deux ».

Pour une part, cette mi-

se au point est une machine de guerre contre Carter, contre la politique concernant les droits de l'homme. La remise en cause des pratiques de la CIA et l'impuissance dans la Corne, au Sud-Yemen et en Afghanistan sont rendus responsables des difficultés actuelles des Etats-Unis et rendraient Carter indigne de rester à la présidence.

Mais cela ne doit pas cacher l'essentiel, d'autant moins que Carter n'a fait souvent que suivre ce que Kissinger avait commenté. L'un des principaux artisans de la détente est amené à lui donner un contenu différent en expliquant qu'elle implique une course aux armements et la résistance aux percées soviétiques. Sur ce point, les propos de Kissinger ne sont pas éloignés des discours de Carter sommant le Kremlin de « choisir entre la détente et la confrontation ». Cette convergence est un indice de l'apparition, après des mois d'empoignade, d'un consensus assez large aux Etats-Unis pour une redéfinition de la

conduire à nous laisser aller à relâcher nos efforts de défense et à refuser de prendre en compte ses conséquences géo-politiques ». Cette déclaration faite par l'ancien secrétaire aux Affaires étrangères Kissinger, situe le débat en cours aux USA, à la suite des modifications profondes de la situation existant entre les deux superpuissances.

politique de détente avec l'URSS.

Les implications d'un tel consensus seraient importantes. D'abord, évidemment, une accélération de la course aux armements. Ensuite, une tentative pour réfréner les ambitions soviétiques en « globalisant » les problèmes d'une part, et éventuellement, en mettant au point des moyens d'intervention qui les contrecarrent. La menace de Brejnev lors de la seconde affaire du Shaba de conduire « une guerre fraîche » indique le sens dans lequel l'URSS réagirait, ses intentions avouées lors du dernier sommet du Pacte de Varsovie, sont de se doter de nouveaux moyens d'oppression. En

toile de fond, cette politique destinée à contenir l'URSS s'accomode de l'empire qui lui a été reconnu à Helsinki lui laissant les mains libres en Europe de l'Est, à l'égard de la Roumanie par exemple. Cette redéfinition de la politique de détente prenant en compte les nouveaux facteurs dans les relations soviéto-américaines aggravent tous les facteurs de la rivalité USA-URSS. Et il ne peut en être autrement, les deux superpuissances ayant engagé une course à l'hégémonie qui ne peut se traduire que par une exacerbation croissante des contradictions entre elles.

Grégoire CARRAT

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J
CCP N° 23 132 48 F - Paris
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

L'ACHOURA : UN TOURNANT POUR L'IRAN ?

Les prochains jours, sinon les prochaines heures, pèseront sans doute très lourd dans l'évolution des événements en Iran, où le peuple se prépare à des manifestations d'une intensité sans précédent, pour le renversement du régime du Shah. Le départ du Shah paraît être de plus en plus à l'ordre du jour, alors que Washington multiplie les déplacements d'experts, de diplomates, d'universitaires, pour envisager des combinaisons politiques qui permet-

traient, espère-t-il, de préserver en Iran l'essentiel des intérêts américains, tant politiques qu'économiques.

La lutte est-elle arrivée à un tournant, alors que semble posé le problème de lui faire franchir un saut qualitatif ? Le thème de la lutte armée est présent dans le débat, aussi bien dans le mouvement religieux, où, mis à part l'organisation des «moudjahidines», il semble toutefois rester, surtout un thème d'agitation, non relié à un

programme politique précis, qui est d'ailleurs toujours inexistant. Aussi bien que dans les multiples cercles ou groupes qui se constituent aujourd'hui, certains se réclamant du marxisme-léninisme, sans que cela implique d'ailleurs pour le moment, une unité entre eux, sur une ligne politique précise. Nous avons demandé à un représentant d'une ces organisations marxistes-léninistes, son point de vue sur la situation actuelle.

Point de vue d'un militant du mouvement populaire

▷ — *Quels sont, selon toi, les principaux acquis du mouvement populaire ?*

Le premier acquis, c'est la détermination dont font preuve les masses populaires, en manifestant sans relâche ces derniers mois sur le mot d'ordre : renversement du régime. Cet acquis est énorme. La veille du vendredi noir, sept millions de personnes avaient manifesté dans la rue pour réclamer le renversement du régime. Ceci n'était pas un phénomène passager : depuis le vendredi noir, le peuple iranien a fait à plusieurs reprises la démonstration qu'il était déterminé à en finir avec le régime actuel. Renversement du régime : ce mot d'ordre, que le mouvement populaire a définitivement fait sien ces derniers mois, est très radical, bien qu'il puisse prendre un sens différent selon les classes et couches sociales qui s'en réclament. Pour certains, il signifie simplement le départ du Shah, pour d'autres, la fin de la dynastie des Palévi, pour d'autres encore, la fin de l'exploitation de l'homme par l'homme. En tout cas, aujourd'hui, les masses populaires, majoritairement, ne demandent plus seulement le départ du Shah, ou la fin de la dynastie, mais exigent un changement complet, le renversement de la classe dominante, liée à l'impérialisme américain. Les masses aspirent à une véritable révolution.

Un autre acquis c'est que partout dans le pays la population réclame de s'armer pour lutter contre le régime. Même en l'absence d'organisation pour armer le peuple, on voit les gens recourir à divers moyens, des armes les plus rudimentaires aux armes à feu, pour attaquer l'armée, les commissariats et autres édifices du régime. Les attaques menées par des groupes, mieux équipés, sont largement approuvées par les masses. Bien qu'il n'existe pas encore une organisation révolutionnaire à l'échelle du pays, elles ont de plus en plus conscience que le régime ne peut être renversé que par la lutte armée.

La volonté des masses de prendre le contrôle des affaires du pays se manifeste à travers nombre d'initiatives, comme à Amol, dans le nord du Pays, une ville dont la population est parvenue à prendre le contrôle durant huit jours, au mois de novembre, n'hésitant pas à se saisir d'éléments de la Savak.

Acquis très important également, du mouvement populaire, c'est que les gens se mobilisent à partir des initiatives de milliers de groupes qui sont en train de se former, que ce soit dans les Universités, les lycées, les usines ou les quartiers. Ces groupes, ces cercles ne demandent qu'à se regrouper dans des organisations plus vastes. A l'heure actuelle, il n'y a plus seulement, comme auparavant l'aspiration à se rassembler autour des dirigeants religieux, il y a aussi l'apparition de centaines de groupes locaux marxistes-léninistes.



▷ — *Que signifie aujourd'hui la lutte armée ?*

— Si l'on s'en tient à une époque récente, la lutte armée menée par des organisations de guérilla, a commencé en Iran en 70-71. Ces organisations étaient généralement des groupes d'intellectuels, qui sont restés coupés des masses populaires, malgré tous les sacrifices qu'ils ont consenti. Mais, maintenant, le problème ne se pose plus de la même façon. Les masses se reconnaissent dans les actions armées — encore très limitées — qui sont organisées, elles les soutiennent, même si elles ne sont accomplies que par des petits groupes.

Un tournant

Si le problème de la lutte armée se pose avec une telle acuité, c'est que nous arrivons à un tournant, nous rentrons dans une période cruciale.

Continuer les manifestations comme actuellement, en subissant la répression sanglante organisée par l'armée, ça ne répond plus aujourd'hui aux aspirations des masses. Durant la période d'un an, qui vient de s'écouler, le peuple iranien a donné plus de 40 000 martyrs.

Mais le régime ne peut pas être renversé seulement par les manifestations actuelles. Si on laisse la situation telle qu'elle est aujourd'hui, il y a un danger de lassitude. Tandis que les éléments les plus faibles à l'intérieur du mouvement populaire, des éléments libéraux, qui ont peur d'une révolution populaire vont peser dans le sens de l'affaiblissement du mouvement. User le mouvement, c'est exactement ce que cherche le gouvernement iranien. Toutes les rumeurs sur le départ du Shah, puis son maintien, ou la formation éventuelle d'un cabinet Amini, etc., sont savamment entretenues par le gouvernement, pour semer la confusion, susciter la division du mouvement.

On peut peut-être continuer encore quelques jours, en mettant encore quelques espoirs dans les manifestations actuelles mais aujourd'hui, il faut franchir un nouveau pas, un pas qualitativement différent. Dans tou-

tes les publications qui circulent actuellement en Iran, émanant des religieux aussi bien que des organisations marxistes-léninistes, la question de la lutte armée est posée, car cela correspond à un mûrissement de la conscience des masses.

Mais aujourd'hui, toute une série de «solutions», de manœuvres diverses, envisagées par l'impérialisme américain peuvent venir s'opposer avec force aux aspirations populaires.

«Scénarios» made in USA

La première «solution» que peut envisager l'impérialisme, c'est la solution «classique», celle du bain de sang.

▷ — *Ecraser le mouvement populaire comme au Chili ?*

— Oui, mais en Iran, c'est très différent. Le peuple iranien a commencé la lutte, alors qu'il se trouvait déjà sous la dictature féroce de l'armée, de la Savak, du gouvernement du Shah. Le peuple iranien a donc engagé le combat alors que la dictature sur lui était très forte. Or, il n'y a pas une solution de rechange qui peut donner un gouvernement plus dur, plus fort, que ne l'était le gouvernement du Shah, voici un an. Les Américains sont donc obligés d'envisager une autre solution. Et même, s'ils se lancent dans une répression accrue, les masses sont prêtes à riposter. Le peuple a démontré ces dernières semaines qu'il ne craignait pas le gouvernement militaire et ses tanks, et il n'a pas hésité à braver le couvre-feu. Aussi, une telle «solution» est vouée par avance à l'échec.

Une autre «solution» possible, nous l'avons dit, consiste à faire traîner la situation actuelle en escamotant l'affaiblissement de certains éléments de l'opposition. Ceci devrait aboutir à la constitution d'un «gouvernement provisoire» en même temps que le départ du Shah. Ce gouvernement devrait organiser l'élection d'un Parlement, en vue d'élaborer une nouvelle constitution.

Mais, les États-Unis veulent des garanties, ils veulent pouvoir s'appuyer sur un «homme fort»,

qui en même temps n'apparaîtrait pas trop marqué par le régime du Shah. Amini, l'ancien Premier ministre, avait été présenté, mais il est largement discredité auprès du peuple, qui se souvient de son passé dans le coup d'État anti-Mossadegh de 53, et qui connaît bien ses liens avec l'impérialisme américain. Celui-ci peut essayer de trouver un autre homme, mais c'est très difficile car, personne dans l'opposition ne se risque pour le moment à céder à de telles sollicitations, de crainte d'être rapidement mis en cause par le mouvement populaire.

Une autre «solution» qui reste pour l'impérialisme américain, c'est d'appuyer un coup de force militaire qui, en se donnant l'apparence d'une émanation du mouvement populaire serait en réalité une tentative de le briser.

Toutefois, il y a plusieurs obstacles à la réussite d'une telle manœuvre. D'une part, le peuple iranien a déjà fait dans le passé l'expérience d'un processus de ce genre. C'était avec le père du Shah, Reza, qui se fit passer, durant trois ans, pour un soldat dévoué à la cause du peuple, avant que n'apparaissent au grand jour, ses liens avec les plans de l'impérialisme britannique. D'autre part, l'impérialisme américain hésite parce qu'il n'est pas du tout certain de pouvoir maîtriser un tel processus. Rien ne lui garantit, en effet, que dans ce cadre, une partie de l'armée ne se joindrait pas effectivement au mouvement populaire pour l'appuyer.

Soutien au Shah : relatif !

▷ — *L'impérialisme américain va-t-il ou non continuer à soutenir le Shah ?*

Les Américains sont très embarrassés car d'une part, ils voient bien que le Shah ne peut pas rester, mais, de leur point de vue, il n'y a guère de solution de rechange. Pourtant, la fin de la dynastie Palévi est bien une chose acquise. Et à l'heure actuelle, même si les Américains continuent à faire des déclarations de soutien au Shah, ça ne les empêche nullement de manœuvrer par ailleurs, y compris

pour préparer la succession du Shah. Ils tiennent compte, en effet, de l'esprit anti-américain très fort aujourd'hui chez les Iraniens, et ils savent donc que toute formule qu'ils peuvent souhaiter ne devra pas recevoir un appui ouvert de leur part.

L'URSS contre le mouvement populaire

▷ — *Quelle est, selon toi, la signification des récentes mises en garde de Brejnev adressées aux USA ?*

— Moscou dit : «Je veux ma part en Iran». L'URSS veut supplanter les USA en Iran mais, actuellement, elle veut arriver à un compromis contre le mouvement populaire, avec les USA. Un compromis qui ménage à l'URSS un certain nombre de possibilités, telles qu'une présence économique, une liberté d'action pour ses agents du parti Toudeh, une réduction du poids militaire de l'Iran, largement dépendant des USA.

Moscou n'est évidemment pas du tout favorable à l'existence d'un foyer révolutionnaire en Iran, avec l'influence que celui-ci pourrait avoir dans la région. Les Soviétiques ne tiennent pas à voir en Iran un gouvernement menant une politique très indépendante, qui s'opposerait à leurs ambitions aussi bien qu'à celles des Américains. Ils préféreraient, pour le moment, le statu quo, le maintien des liens de l'Iran avec les États-Unis, dans la mesure où ils espèrent en tirer parti pour faire pression sur le mouvement populaire, justifier leurs ingérences. La déclaration de Brejnev n'est donc pas du tout, bien au contraire, un soutien au mouvement populaire.

Sans sous-estimer le danger que représente l'URSS vis-à-vis de notre lutte, on doit toutefois noter les différences avec la situation d'autres pays tels que l'Éthiopie par exemple. Le mouvement populaire chez nous, a une longue et riche expérience, notamment depuis 70 ans ; notre peuple, très soucieux de son indépendance, n'est pas prêt à se laisser détourner de cet objectif. Et le peuple iranien a, de plus, largement fait l'expérience de la trahison du parti Toudeh qui dès le début des années 50, renonçait à toute lutte contre le Shah.

▷ — *Les prochains jours vont être importants pour l'avenir ?*

Les jours qui viennent vont donner lieu à une véritable épreuve de force, qui peut déboucher sur le départ du Shah. Cette épreuve de force est très importante, car à cette occasion, le peuple est décidé à tout pour aller de l'avant. Si le gouvernement interdit les manifestations, elles se feront quand même, les affrontements seront très durs. Ou le Shah abandonne, ou il massacre mais, là son départ est certain.

Un militant de l'«Union de lutte pour la création du parti de la classe ouvrière d'Iran»

VILLE MORTE A BOULOGNE SUR MER

- 1 500 manifestants
- Les licenciés des *Aciéries Paris Outreau* occupent leur usine

A l'appel de toutes les organisations syndicales, politiques, familiales et de parents d'élèves, la population de Boulogne a manifesté massivement ce jeudi ; environ 15 000 personnes. Les délégations d'usines étaient fort importantes : Bagnol et Farjon, CGCT (téléphones), la Marée, Blanzly... Les boutiques et supermarchés avaient fermé leurs portes. Contrairement aux deux autres manifestations précédentes (du 13 octobre et du 22 novembre), on notait une grande combativité. Il est vrai que depuis deux jours, les ouvriers des Aciéries Paris Outreau occupent leur entreprise, et popularisent par différentes façons leur lutte : occupation de l'aire d'atterrissage de l'overcraft, meetings, blocage de la RN 42, et des trains express de Paris.

Les slogans les plus entendus durant cette manifestation étaient : « *Vivre et travailler dans le Boulonnais !, Du travail aux APO ! Non aux licenciements !* Et aussi dans le cortège lycéen : « *Ouvriers, lycéens, même combat !* », « *Aux APO et à Bagnol, les ouvriers n'ont pas cédé c'est tous ensemble qu'il faut frapper !*... » « *Elle est pourrie la société bourgeoise* », « *Giscard Salaud, le peuple aura ta peau* ».



Les ouvriers des Aciéries Paris Paris Outreau ont bloqué le train Londres-Milan, ce jeudi matin.

Après la dislocation, les travailleurs de Bagnol repartaient en manifestation, jusqu'au centre ville, en chantant l'Internationale. Il faut souligner qu'après deux ans de louvoisements de la part des directions syndicales et des partis de gauche, les ouvriers ont pris l'initiative d'organiser leur lutte, que la presse locale qualifie de « dure et résolue ».

Depuis 72, la région bouloonnaise subit les plus graves attaques sur l'emploi : fermeture des entreprises à capitaux étrangers, venues à Boulogne attirées par des subventions et par une main

d'œuvre à bon marché : Burton, Moinlycke... La pêche, dont la flotte diminue depuis plusieurs années, avec la politique communautaire (l'interdiction de la pêche dans les eaux territoriales anglaises et quotas défavorables aux chalutiers français). C'est toute l'industrie de transformation du poisson, environ 8 000 travailleurs et leurs familles, qui en subissent les conséquences directes. Et aujourd'hui, les plans de restructuration de la sidérurgie, qui laissent tomber les APO : c'est la moitié des effectifs qui est jetée à la rue. Ils s'ajoutent aux

5 000 chômeurs déjà inscrits : c'est le taux de chômage le plus important du Pas-de-Calais (environ 20 %). Depuis 72, la population assiste à l'asphyxie de l'économie de sa région, et à l'étouffement de ses luttes, par la politique de la gauche qui a laissé les travailleurs désarmés. L'espoir que cette manifestation a fait naître, c'est que la voie de la lutte continue à s'affirmer, contre les plans de la bourgeoisie.

Corres.
Boulogne-sur-Mer

Contre la centrale du Pellerin

LA MOBILISATION NE FAIT QUE COMMENCER

Annoncée vendredi dernier, la signature par le Premier ministre du décret d'utilité publique concernant la construction d'une centrale nucléaire au Pellerin, relance une mobilisation engagée depuis deux ans contre le projet. Au premier rang, les Comités de Cheix et du Pellerin ont, dès samedi confirmé la nouvelle et couvert les poteaux indicateurs routiers de la région d'affiches : « *Danger. Pellerin zone radioactive* ». Puis lundi, ils rencontrent la CFDT et la CSCV, Paysans Travailleurs et les Comités pour fixer les premières mobilisations qui seront, cette fois-ci, unitaires. C'est ainsi que 2 000 personnes environ se sont rassemblées mercredi devant la préfecture à l'appel de l'ensemble de ces orga-

nisations. Il faut noter que le pouvoir avait organisé un déploiement de forces de police jamais vu à Nantes depuis longtemps. Tout le quartier de la préfecture quadrillé par les gardes mobiles, dizaines de cars de CRS en réserve et enfin barrage de toutes les rues d'accès à la préfecture. Mais cette volonté d'intimidation, alors que le décret est signé, n'est-il pas à rapporter à la combativité qui a animé la riposte au projet depuis deux ans. Des barrages routiers, les journées « villes mortes », les manifestations de la population de la région, les combats sur le site qui avaient marqué l'annonce de l'implantation de la centrale et la prétendue enquête d'utilité publique, laissent penser que, pas plus qu'en 76, les po-

pulations du Pellerin, de Cheix et de Nantes ne laisseront s'installer une centrale qui menace la sécurité de près d'un million d'habitants. Et quant à la question de créer des emplois avec cette centrale des interventions faites à la manifestation le rappelaient : « *Qui parle des paysans expropriés, des artisans et des pêcheurs privés de leur outil de travail à cause du réchauffement des eaux ?* », « *et en tout état de cause, ce n'est pas une centrale même nucléaire qui fournira du travail aux 37 000 chômeurs de Loire-Atlantique, il serait possible d'investir ailleurs ces sommes énormes, employées aujourd'hui à une technologie dont la sécurité et la fiabilité sont loin d'être établies* ». Après avoir rappelé qu'actuellement d'autres choix d'énergie étaient possibles, les intervenants appelaient à la mobilisation du dimanche 17 sur le site même du Pellerin. Ce rassemblement fini, la manifestation devait sillonner le centre de Nantes en scandant notamment les mots

d'ordre : « *Inactifs aujourd'hui, radioactifs demain* », et encore « *Au Larzac c'est l'armée, au Pellerin le nucléaire, non aux expropriations* ». Il s'agit là, bien sûr, que d'une première mobilisation ; alors que les syndicalistes présents annonçaient leur volonté de multiplier les initiatives, notamment en faisant ce samedi une journée d'information aux principaux carefours de Nantes, ou en éditant des tracts dans les entreprises, ou pour le SGEN par exemple en organisant une consultation pour décider d'une grève de protestation, les Comités de Basse-Loire annonçaient pour le 19 une journée « ville morte » au Pellerin et à Cheix.

Le pays nantais refuse de mettre sa sécurité en jeu avec la centrale du Pellerin, et il sait bien que ce n'est pas avec cette centrale que seront résolus les problèmes de l'emploi dans la région. Voilà ce que, dans les jours qui viennent de passer, beaucoup plus largement,

Corr. Nantes

Rencontre avec Carter, Callaghan et Schmidt, évocation de l'an 2 000

Giscard prend l'initiative

● Contrarié dans ses ambitions européennes par le semi échec de la réunion de Bruxelles, attaqué en France aussi bien par les partis de gauche que par le RPR, Giscard tente de prendre l'initiative sur deux autres fronts : celui des grands desseins du troisième millénaire, et celui des relations avec les Etats-Unis.

Clôture de la conférence nationale sur l'aménagement du territoire, à Vichy, Giscard s'est à nouveau évertué à démontrer qu'il ne développait pas une politique à courte vue, mais au contraire, qu'il gardait les yeux braqués sur l'horizon 2 000. « *Organiser une France juste, bâtir une France forte, protéger une France douce* », tels sont les objectifs qu'il se fixe. Petite phrase et vaste dessein qu'il faut mettre en rapport avec le reste de son discours : un discours sans originalité, duquel il ressort qu'il faut poursuivre la politique d'aménagement du territoire telle qu'elle est entreprise depuis quelques années, tout en la modifiant. Poursuivre cette politique parce que les problèmes, notamment les déséquilibres régionaux, n'ont pas été résolus, la modifier parce que de nouveaux problèmes ont surgi !

Deuxième initiative, qui vient au lendemain de la diatribe de Chirac sur « *le parti de l'étranger* », Giscard invite Carter, Callaghan et Schmidt les 5 et 6

janvier prochains à la Guadeloupe. On nous dit qu'il ne s'agit en aucun cas d'une « *réunion amicale* », « *informelle* », au cours de laquelle les grands problèmes mondiaux seront évoqués. En fait, le statut de cette rencontre est quelque peu bizarre pour évoquer les « *grands problèmes mondiaux* ». Il existe en effet des sommets occidentaux, dont le dernier s'est tenu à Bonn en juillet dernier tandis que le prochain est prévu en juin à Tokyo. Outre les quatre, y participent le Japon, le Canada et l'Italie. Evoquer les problèmes économiques, monétaires, et même politiques du monde occidental en l'absence du Japon relève de la gageure. Il semble en réalité que la rencontre de janvier prochain portera plus sur les relations entre l'Europe et les Etats-Unis. Un sujet sensible au lendemain de la mise sur pied d'un système monétaire européen dont un des buts est d'éviter que le dollar américain ne joue un trop grand rôle dans les économies européennes.

Carter et la démocratie sélective

A l'occasion du 30^e anniversaire de la déclaration universelle des Droits de l'homme, Carter a indiqué que la violation des droits de l'homme par d'autres gouvernements affecteraient leurs relations avec les Etats-Unis, déclarant notamment : « *Les droits de l'homme sont l'âme de notre politique étrangère* ». La liste des pays qui ne respectaient pas les droits de l'homme fournie par Carter correspond précisément aux pays avec lesquels les USA entretiennent des différends : le Chili, le Nicaragua, l'Afrique du Sud, l'Ethiopie, l'Ouganda et le Cambodge. L'URSS n'est pas oubliée puisqu'elle est même

citée en tête de liste, ce qui indique un regain de tension avec ce pays. Le critère de Carter pour qu'un pays figure sur sa liste noire correspond à l'état de ses relations avec les Etats-Unis, la preuve en est des graves « *oublis* » tels que l'Argentine et l'Iran qui pour le président des USA doivent donc constituer des exemples de démocratie. Autre oubli significatif : Carter ne balaie pas devant sa porte comme l'a rappelé le représentant du Conseil national du Mouvement indien d'Amérique : « *Le peuple américain doit résoudre la souveraineté de nos droits à nous, Indiens d'Amérique* ».

● Strasbourg : manifestation des résidents Sonacotra

Jeudi, toute la matinée, une centaine de résidents des foyers Sonacotra ont manifesté devant le palais de Justice de Strasbourg : 80 résidents passaient en effet devant le tribunal. La Sonacotra demandait leur expulsion des foyers, pour non paiement du loyer. Le tribunal rendra son jugement le 21 décembre. Après cette décision, les résidents ont manifesté dans le centre ville, malgré d'importantes forces de police.

«A livres ouverts»

En raison de l'abondance de l'actualité que nous devons aborder dans ce numéro, nous avons été contraints de reporter à la semaine prochaine notre rubrique hebdomadaire «A livres ouverts».